

PORTRAIT DE FEMMES

novembre 2025

AU COEUR DE
L'ENGAGEMENT
MUNICIPAL

ALICIA DESPINS



**Réseau femmes
et politique municipale**
de la Capitale-Nationale

**Secrétariat
à la condition
féminine**

Québec 

À seulement 23 ans, elle a marqué l'histoire de Québec en devenant la plus jeune élue municipale. Huit ans plus tard, Alicia Despins, conseillère du district de Vanier-Duburger, poursuit son engagement avec la même énergie et une vision claire : rapprocher la politique des citoyens.

Titulaire d'un diplôme en communication publique et en administration publique, elle est actuellement doctorante à l'ENAP. Elle allie savoir, passion et écoute pour contribuer à une ville plus ouverte, inclusive et participative.

Le Réseau est allé à sa rencontre.

Une vocation politique

Dès mon enfance, j'étais déjà très impliquée dans tous les événements et activités sociales de l'école. La grève étudiante de 2012 a été un véritable moteur pour moi, m'incitant à m'engager en politique, car, à l'issue du Printemps érable, j'ai ressenti un vide dans ma vie. La politique a été la réponse à ce manque. J'ai commencé à m'investir dans des associations étudiantes, des groupes de députés provinciaux, et des commissions de jeunesse.

Ma décision de m'engager dans la politique municipale n'a surpris personne, c'était un cheminement logique. J'ai reçu uniquement des encouragements de la part de mes proches.

À 23 ans, lorsque j'ai décidé de me présenter, il est certain que l'on n'a pas une vaste expérience de la vie, tant sur le plan personnel que professionnel. Cela me paraît tout à fait normal. Cependant, en 2021, lors de ma réélection, j'étais l'une des personnes les plus expérimentées à l'hôtel de ville, même si j'étais encore la plus jeune. J'ai eu deux mandats consécutifs, prouvant que l'âge n'est pas un indicateur d'expérience, surtout en politique.

Dans les séances du conseil, cela ne m'a pas pénalisée, car le temps de parole est réparti équitablement entre tous les intervenants et élus. Ainsi, j'ai pu m'exprimer comme je le souhaitais, tout en respectant le règlement.



© Photo : Stevens Leblanc

Par contre, lors de réunions et de caucus, j'ai parfois eu du mal à faire entendre ma voix. J'ai particulièrement ressenti cela durant mon premier mandat, lorsque je participais à des réunions avec M. Labeaume et d'autres intervenants. Ces derniers préféraient s'adresser uniquement au maire, m'ignorant complètement. Cependant, M. Labeaume a refusé cette situation.

J'ai alors réalisé qu'il y avait bel et bien une place pour ma voix, que je devais la revendiquer. Je n'ai pas besoin de me comparer à mes collègues ou à des personnes d'autres niveaux. Ma voix est unique, et je l'accepte telle qu'elle est.



L'âge n'est pas un indicateur de l'expérience, surtout pas en politique (...) Je me suis dit : finalement, il y a une place pour ma voix, je la porte. (...) Ma voix est unique tout simplement. Je l'accepte telle quelle.

Les défis et réflexions sur le harcèlement



Mon premier défi réside dans la constatation d'un biais courant : les gens ne s'attendent pas à ce que leurs jeunes élus soient des femmes. Lorsque je me présente à un événement, les participants me prennent souvent pour une attachée politique ou une conseillère en communication. Parfois, cela mène à des situations anecdotiques, presque cocasses. Je dois répéter que je suis conseillère municipale deux ou trois fois avant qu'ils ne le réalisent réellement. Ensuite, ils me questionnent sur un éventuel second emploi, supposant que le rôle d'élue est à temps partiel.

Ces questions ne sont jamais posées à mes collègues masculins. La plupart du temps, ces personnes n'ont pas d'intentions malveillantes et s'excusent après coup. C'est pourquoi je décris cela comme anecdotique et comique. Cependant, ces attitudes révèlent beaucoup sur l'état de la politique au Québec.

En ce qui concerne le harcèlement, je pense qu'il y a deux réponses clés. D'une part, il me semble que la politique est devenue si réactive que les tensions sont bien plus élevées qu'auparavant ; nous devons toujours répondre rapidement. Cela doit être frappant et intéressant pour les médias.

Selon moi, cela pousse beaucoup de gens à adopter un ton plus agressif dans leurs propos ou à prendre les choses de manière plus personnelle, créant ainsi un climat bien plus tendu.

Voilà donc le premier point à considérer.

En ce qui concerne les citoyens, il semble que pour beaucoup, les politiciens incarnent tout ce qui ne va pas dans notre société. Par exemple, face à des bouleversements dans leur vie, comme des difficultés à trouver un logement ou des problèmes au sein du système de santé, ils ressentent le besoin de désigner un coupable. Les politiciens, étant facilement accessibles, sont souvent choisis pour endosser ce rôle.



On voit davantage de femmes élues à travers des partis. Une des raisons, c'est de se sentir soutenu en tant que partie prenante d'un groupe lorsqu'il y a quelque chose de malheureux qui arrive, et de pouvoir se dire qu'on n'est pas seule finalement. (...) La sororité prend une grande place dans ma vie, ça a été d'une grande importance dans mon parcours, car j'ai reçu de l'aide avant, pendant et après mon élection.



• Mécanisme de Médiation à Québec

La ville de Québec a instauré un mécanisme pour agir en tant qu'intermédiaire lors des conflits entre élus, afin d'éviter une escalade ou un sentiment de danger. En cas de désaccord, il est possible de faire appel à un médiateur externe qui aide à gérer la situation de manière constructive. Cela permet d'éviter de recourir à des instances plus formelles comme la Commission municipale ou la police, par exemple. C'est une excellente initiative qui, à ma connaissance, est unique à Québec.

• Inquiétude face à la démission des élu.e.s

Il est important de noter que la vague de démissions d'élus.e.s depuis 2021 est très préoccupante, car nous perdons des individus de grande qualité. Les personnes qui partent ne sont généralement pas motivées par l'argent ou le statut. Ce sont souvent celles qui s'investissent réellement pour apporter des changements au sein de leur communauté. À court terme, cela pose un problème, car le recrutement de nouveaux conseils municipaux devient plus difficile. L'expertise ne se transfère pas non plus. Cela nuit à l'image de la politique municipale. C'est négatif, et il est crucial que nous nous engagions à mettre fin à cette hémorragie d'élus municipaux. Ce phénomène indique un grave problème démocratique.



© Photo : Courtoisie



Photo: Elias Djemil-Matassov ©

Les micro-agressions, un fait banalisé

Tout d'abord, le type de harcèlement le plus courant est constitué des micro-agressions. Ce sont des petits commentaires, des personnes qui m'ignorent, qui ne m'écoutent pas ou qui essaient de contourner ma présence pour s'adresser à mon patron. Ce genre de comportements se gère relativement bien au quotidien, car ils ne se manifestent pas de manière constante.

Ensuite, il y a des événements beaucoup moins fréquents que j'ai rencontrés à quelques reprises durant mon premier mandat, comme le fait d'être qualifiée de « petite fille ». Une de mes collègues a d'ailleurs récemment vécu la même expérience. Cela semble devenir de plus en plus courant, y compris le fait qu'on me tutoie lorsque je préside un comité.

Enfin, de manière plus préoccupante, il y a eu des incidents où j'ai reçu des menaces de poursuites judiciaires si je ne votais pas en faveur de certaines propositions. Cela représente l'utilisation de la peur comme moyen d'atteindre des objectifs politiques. C'est en substance ce que j'ai personnellement vécu.

J'ai principalement vécu le harcèlement en groupe, avec deux personnes qui se sont montrées agressives à mon égard. Être résignée à cela dans un environnement professionnel ne me convient pas et ne m'intéresse pas non plus. Cela engendre des situations presque dangereuses, que je ne souhaite à personne. Même si l'on n'est pas directement visé, être témoin de telles comportements nous empêche de nous sentir en sécurité.

En ce qui concerne le cyberharcèlement, certains de mes collègues ont vécu des expériences bien plus graves que les miennes. J'ai observé quelques incidents durant une période où j'étais très présente dans les médias, ce qui a entraîné de nombreuses insultes misogynes. Cela s'est produit deux fois au cours de huit ans. Je considère que j'ai eu la chance de ne pas être confrontée au cyberharcèlement trop souvent, ce qui est triste à admettre. Évidemment, ces situations ne devraient pas être tolérées.

D'un autre côté, j'ai noté une amélioration concernant les cas graves, comme les menaces de mort. La police prend ces affaires très au sérieux, sans « niaiserie », ce qui a sûrement contribué à dissuader certains individus au fil des années. Cependant, pour les autres formes de harcèlement, il est très difficile de les appréhender et de les prouver. Je pense que cela passe essentiellement par l'éducation et la sensibilisation à une meilleure utilisation d'Internet, ainsi qu'à une valorisation accrue de notre rôle en politique. Ce dont je parle, c'est un travail qui s'étend pratiquement sur toute une génération.



© PHOTO : RADIO-CANADA / MARIKA WHEELER

Un soutien essentiel !

Lors des périodes les plus intenses, notamment durant la médiatisation, j'ai participé à une Commission parlementaire. Cela a tellement accaparé mon esprit que cela a été épuisant sur le plan énergétique. Les questions des journalistes nous poussent constamment à nous remettre en question, à minimiser nos mots et finalement à regretter d'avoir pris la parole. Inévitablement, cela impacte la qualité de notre travail, et j'ai dû déployer plus d'énergie pour gérer mes dossiers en interne. Ce ne sont pas des moments où l'on arrive au travail de bonne humeur, prêt à affronter le monde et à apporter du changement.

J'ai reçu énormément de soutien de la part de mon équipe et de mon supérieur. Cela m'a permis de ne pas me sentir seule ; c'est une vraie chance d'avoir un groupe de soutien et des personnes derrière moi pour m'épauler. Cela a été d'une importance capitale.

Nous constatons également une augmentation du nombre de femmes élues au sein des partis. L'une des raisons est le sentiment d'appartenance à un groupe lorsque des événements malheureux se produisent, ce qui nous rappelle que nous ne sommes pas seules. Si j'avais été complètement isolée, je n'aurais pas vécu la situation de la même manière.

J'ai découvert un formidable réseau de soutien pour les élues municipales, appelé « La coalition il faut que ça change ». Ce groupe soutient également les femmes à travers le Québec qui rencontrent des expériences similaires aux miennes. C'est un réseau crucial pour trouver de l'aide et du soutien.

Protéger les élu.e.s

Nous sommes en train de renforcer les mesures de sécurité à l'hôtel de ville de Québec, à la différence d'autres villes. Il est vrai que l'on se sent en sécurité dans la salle du conseil en étant ensemble. Cependant, une fois à l'extérieur, la situation change complètement. Récemment, une collègue a été approchée par un homme qui l'attendait près de sa voiture, probablement un citoyen mécontent d'une décision prise sur un dossier. Son comportement était très agressif. Ce n'est pas une situation dans laquelle on souhaite se retrouver, mais je n'ai pas de solution à cela.

À l'extérieur des bâtiments publics, pourquoi les femmes ne se sentent-elles pas en sécurité ? Je ne pense pas que cela puisse être résolu par des mesures tangibles et concrètes. En appliquant le principe de tolérance zéro, tout comportement ou menace inacceptable de la part d'une personne devrait donner lieu à des avertissements et à une sensibilisation.

Récemment, une nouvelle loi a été mise en place pour encadrer davantage la situation et garantir des conséquences pour les personnes en faute. Nous devons attendre un peu pour voir si cette loi remplit bien son rôle et si des améliorations sont apportées, sinon il sera nécessaire de continuer à y travailler.

L'application de cette loi peut se faire à l'échelle nationale ou par région administrative. Grâce à la coalition « Faut que ça change », nous avons un ombudsman, une entité externe et indépendante, distincte de la commission municipale, qui n'a pas de pouvoir législatif mais agit plutôt comme un médiateur. Son intervention se situe entre deux étapes : le moment de subir une situation et celui de déposer une plainte auprès de la commission municipale, comblant ainsi cet écart.

C'est un outil accessible à tous les élus et il fera sans aucun doute la différence. Même pour donner des conseils et confirmer que ces situations ne devraient pas être vécues, cela peut rassurer les femmes qui se demandent si elles ne sont pas, finalement, la source du problème et qui finissent par accepter leur sort.

C'est pour cette raison que je porte une grande importance à la sororité. Je suis très engagée et j'encadre de jeunes femmes qui se présentent pour la première fois dans le domaine de la politique municipale. Ces femmes ont été jumelées avec moi dans le cadre d'un groupe municipal.



Je considère cela comme très important, et ce n'est pas la première fois que je m'engage dans cette démarche. Je les accompagne jusqu'à leur élection et je poursuis cet accompagnement tout au long de leur premier mandat, afin de leur fournir un soutien externe où elles peuvent se confier et se référer si nécessaire. La sororité occupe une place essentielle dans ma vie; elle a été d'une grande importance tout au long de mon parcours, car j'ai bénéficié d'aide avant, pendant et après mon élection.

Dans cette optique, je recommande deux groupes à Québec centre : le **Réseau femmes et politique municipale** et le **Groupe Femmes Politique, Démocratie**, qui offrent accès à des formations, des outils et des personnes pouvant nous orienter, ce qui est véritablement précieux.

Je suggérerais également l'**Union des municipalités du Québec (UMQ)**, qui propose des programmes de mentorat. Nous avons besoin de savoir à qui nous pouvons faire confiance à l'extérieur, un organisme capable de nous rassurer et de nous redonner de la motivation, car cela est essentiel. Ce que l'on trouve au sein de l'UMQ, le focus écologique du Québec le propose également. Ces programmes sont gratuits. En fin de compte, il ne faut pas hésiter à demander de l'aide. Parfois, on peut se sentir mal à l'aise de le faire ou penser que nous n'avons pas vraiment besoin d'assistance, mais il est crucial d'avoir des personnes vers qui se tourner.



**Réseau femmes
et politique municipale**
de la Capitale-Nationale



C'est légitime de ressentir de la peur. Mais à toutes celles qui ont ce feu sacré pour représenter leurs concitoyens, leurs voisins : je leur dis d'y aller. (...)

Toutes femmes qui désirent et pensent faire de la politique en sont capables.



L'environnement est un domaine clé qui mérite d'être exploré pour encourager l'engagement des femmes, surtout qu'il impacte de plus en plus nos villes. Ainsi, la lutte contre le changement climatique et la résilience des infrastructures municipales sont des sujets importants à aborder. De plus, il est essentiel de traiter la crise du logement et d'explorer les leviers que les villes peuvent actionner pour y remédier, afin que chacun puisse bénéficier d'un toit.

Des changements nécessaires!

J'ai certainement l'intention de me représenter en politique un jour, car j'ai seulement 31 ans, et j'ai le temps devant moi. La politique me passionne trop ; que ce soit au niveau municipal, provincial ou fédéral, nous verrons bien plus tard. D'abord, je dois terminer mon doctorat. Actuellement, je n'ai pas d'enfants, mais si un jour je reviens avec des enfants, je souhaiterai davantage d'infrastructures.

J'ai tout de même réussi à faire installer des tables à langer dans les salles de bains de l'hôtel de ville. J'en étais fière, mais cela reste l'une des rares initiatives pour faciliter la vie des familles à l'hôtel de ville. Avoir une garderie, comme celle de l'Assemblée nationale, serait formidable. Cependant, même à l'Assemblée nationale, il y a des lacunes ; par exemple, les congés parentaux ne sont pas bien réglés et les jeunes parents bénéficient de très peu de semaines.

Entre aujourd'hui et les prochaines années, lorsque je me représenterai, j'espère que la politique aura évolué. Je souhaite également voir davantage de femmes élues, car cela pourrait changer le visage de notre politique.

Depuis l'affaire du congé parental impliquant Jackie Smith, la situation n'a pas beaucoup progressé. Il y a eu des changements minimes dans la loi, mais cela reste sous la gouvernance du gouvernement provincial. Par exemple, en cas de complications lors de l'accouchement qui pourraient empêcher une femme de reprendre son poste après ses 18 semaines, il faudrait compter sur la bonne volonté du Conseil municipal pour lui accorder des semaines supplémentaires sans risquer la destitution. Ce système est problématique. De plus, 18 semaines, ce n'est pas suffisant. Ce genre de problème freine beaucoup de femmes dans leur engagement politique. C'est vraiment dommage, car nous avons besoin de jeunes parents autour de la table, ceux qui vivent ces réalités et qui sont plus à même d'exprimer leurs opinions sur les politiques familiales du gouvernement.

Mon Message aux Femmes Souhaitant S'Impliquer

- ***La Légitimité de la Peur***

À toutes les femmes qui envisagent de s'engager, je voudrais dire qu'il est tout à fait normal de ressentir de la peur.

- ***L'Appel à l'Action***

Cependant, pour celles qui ont cette passion brûlante de représenter leurs concitoyens et leurs voisins, je les encourage à se lancer.

- ***L'Impact de Leur Participation***

Leur contribution pourrait réellement aider à atténuer les problèmes.

- ***La Capacité à Agir***

Chaque femme qui aspire à faire de la politique en a les capacités.

Pour ma part, je souhaite avoir du bonheur, une bonne santé et vivre de belles expériences !

